

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE 2^{ÈME} TRIMESTRE 2006

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines majeurs de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 11 JUILLET 2006

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre

contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr

Responsable des études

Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS

Françoise LINHART
flinhart@actualconsultants.fr
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actualconsultants.fr

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

2^{ÈME} TRIMESTRE 2006

PANORAMA GÉNÉRAL 3

STATISTIQUES DÉTAILLÉES 5

- 5 Évolution des défaillances d'entreprises en France
 Évolution des défaillances d'entreprises par région
- 6 Statistiques France globale
 Statistiques par tranche d'effectifs
 Statistiques par secteurs d'activités
- 7 Statistiques par âge
 Statistiques par région
- 8 Les défaillances d'entreprises françaises de plus de 20 M d'euros de CA - 2e Trimestre 2006

PANORAMA GÉNÉRAL

Au deuxième trimestre 2006, les défaillances reculent de 11 %, par rapport à la même période de l'année 2005, mais augmentent dans les entreprises de plus de 50 salariés. La procédure de sauvegarde est légèrement plus utilisée que le trimestre précédent.

Sur le deuxième trimestre 2006, la baisse des défaillances d'entreprises est de 11 % pour environ 11 000 jugements d'ouvertures prononcés par les tribunaux (contre 12 200 un an plus tôt). L'ensemble des régions accompagne ce recul à l'exception du Languedoc-Roussillon et des pays de la Loire. Cette amélioration sensible ne profite cependant pas aux entreprises de plus de 50 salariés, dont les défaillances augmentent de 15 %.

Les procédures de sauvegarde sont encore peu nombreuses ; une centaine d'ouvertures a été prononcée ce trimestre.

Depuis juillet 2005, Altares, nouvelle identité du groupe Bil/D&B, note une tendance favorable sur le front des défaillances d'entreprises en France. Les prononcés de jugements d'ouverture de procédures collectives sur les trois premiers mois 2006 confirment cette évolution (comparaison T2 2006 / T2 2005 :- 11 %)

Au 1^{er} juillet, 10 900 défaillances ont été comptabilisées sur le trimestre, contre 12 200 un an plus tôt. Il s'agit de l'un des meilleurs 2^{ème} trimestre sur les 10 dernières années, période durant laquelle le printemps 2000 reste la référence avec moins de 10 500 jugements.

La plus grande vulnérabilité des entreprises de plus de 100 salariés, observées en début d'année, se confirme sur cette fin de semestre. Elle entraîne désormais dans son sillage, les sociétés de 50 à 100 salariés. Ainsi, les défaillances d'entreprises de plus de 50 salariés ont augmenté de 15 %. 101 sociétés de cette taille ont fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire contre 88 un an plus tôt.

Sur 3 mois, l'essentiel des régions accompagne cette amélioration. Néanmoins, deux d'entre elles affichent une hausse des défaillances (+ 1 %). Languedoc-Roussillon d'une part, qui ne parvient pas à renverser une tendance inscrite dans le rouge depuis longtemps : sur les 21 derniers trimestres (soit depuis plus de 5 ans), la région n'a connu en effet que 4 trimestres favorables. Et d'autre part, la région Pays de la Loire, pourtant bien orientée depuis juillet 2005, qui s'inscrit à nouveau en dégradation après des deuxièmes trimestres déjà délicats en 2005 et 2004.

Globalement, tous les secteurs d'activité affichent des tendances favorables comprises entre -6% dans l'agriculture et -24% dans le transport. Le commerce est dans la moyenne (-11%) malgré un dérapage dans le commerce de détail en juin (+4%). Les défaillances dans les services aux entreprises reculent de 9% en dépit du niveau élevé de défaillances en mai (553). Dans les autres activités, les sinistres de la santé, principalement les auxiliaires médicaux et les ambulanciers, sont très mal orientés. Les défaillances dans ce secteur ont plus que doublé (75) par rapport au 2^e trimestre 2005.

Concernant les sauvegardes, dont la loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, 116 ont été ouvertes au cours du deuxième trimestre. La moitié d'entre elles sont des SARL de moins de 5 salariés. Les régions Rhône-Alpes et PACA concentrent à elles seules le tiers des ouvertures de procédures de sauvegarde.

→

"La baisse attendue des défaillances d'entreprises sur cette fin de semestre s'accompagne de la hausse redoutée des dépôts de bilan des entreprises de taille moyenne. La dégradation observée le trimestre dernier sur le front des grandes entreprises nous faisait craindre en effet une propagation des difficultés sur les PME. D'autant que l'amélioration du climat des affaires reste bridée par un contexte concurrentiel élevé et par la hausse de la facture énergétique ainsi que des matières premières", observe Thierry Millon responsable des études Altares.

"Dans le même temps, la procédure de sauvegarde, qui reste une alternative au redressement judiciaire, est encore utilisée avec parcimonie. Concentrée principalement sur le grand Sud-Est du pays, elle devrait pouvoir s'étendre petit à petit à d'autres régions. L'Ile-de-France, par exemple (et particulièrement au Tribunal de Commerce de Nanterre) a davantage eu recours à cette nouvelle procédure ce trimestre."

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Définition de la défaillance : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

Les sources des défaillances collectées par Altares : Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des Greffes des Tribunaux de Commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

Altares est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques de défaillances diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

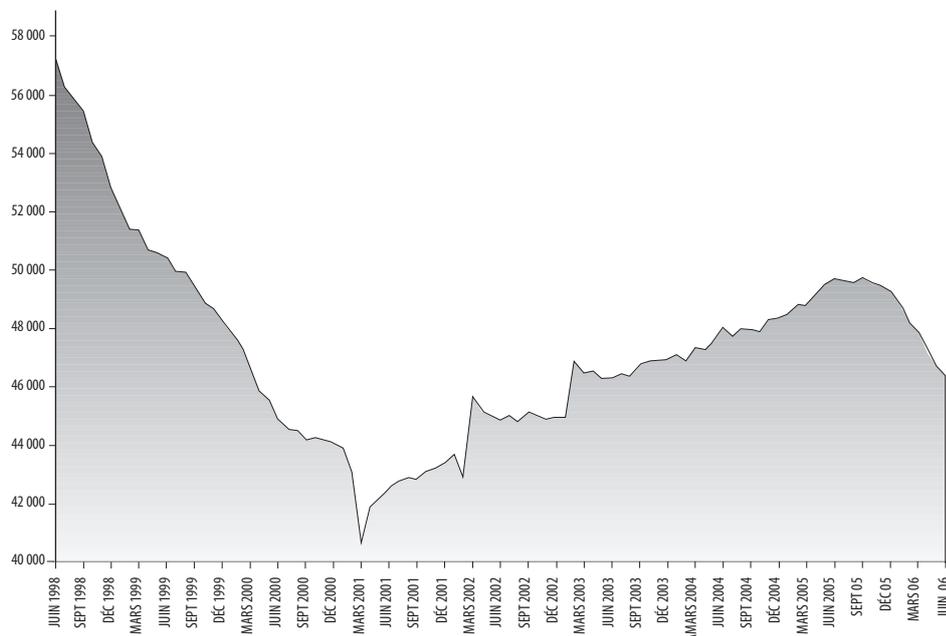
ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04

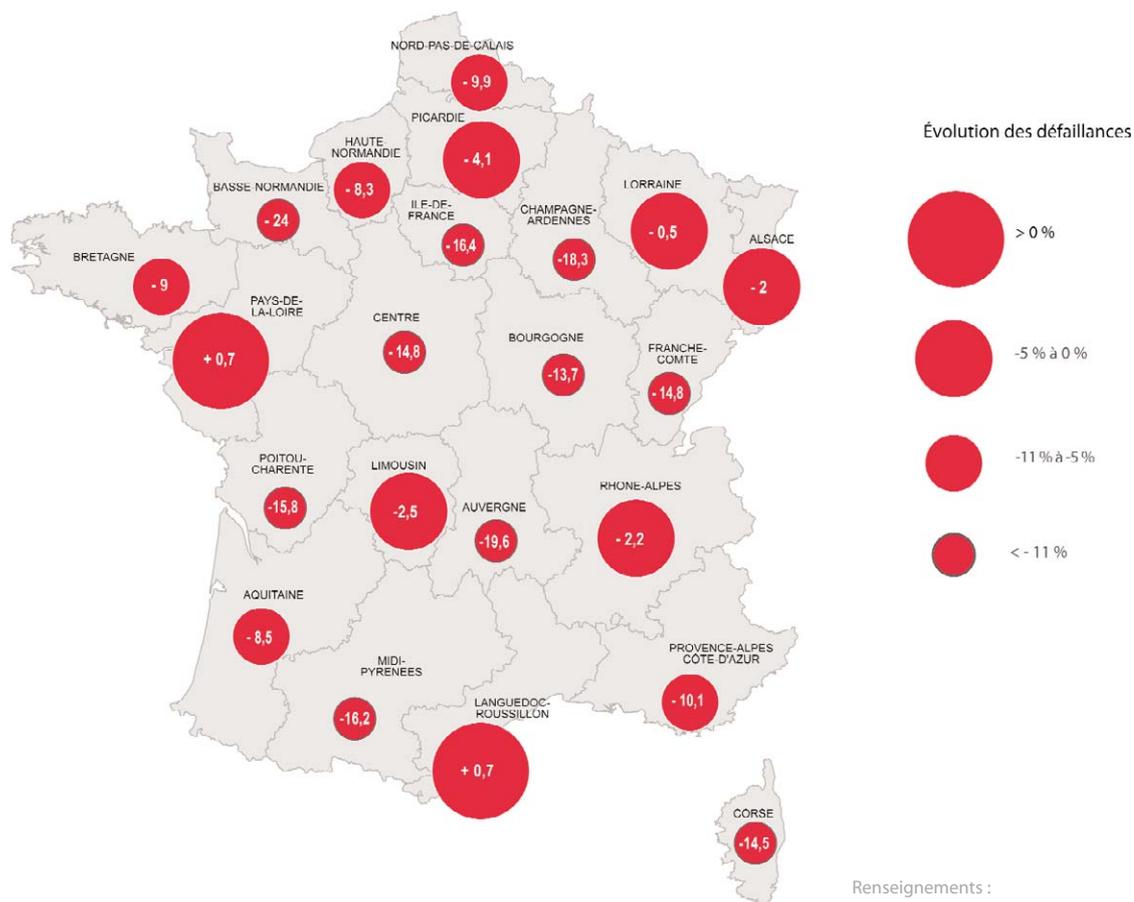
STATISTIQUES DÉTAILLÉES

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

(Données 12 mois glissants - Juin 1998 à Juin 2006)



ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION



STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

Situation au 01 juillet de chaque année

2ÈME TRIMESTRE	2004	2005	2006
Total France	11 400	12 200	10 900
Evolution Vs / N-1	6 %	6 %	-11 %

STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	T 2 2005	T 2 2006	Evolution Trimestre
0 salarié	5 732	5 329	- 7 %
1 ou 2 salariés	3 281	2 796	- 15 %
3 à 5 salariés	1 472	1 308	- 11 %
6 à 9 salariés	731	642	- 12 %
10 à 19 salariés	611	490	- 20 %
20 à 49 salariés	285	234	- 18 %
50 à 99 salariés	55	63	15 %
100 à 199 salariés	19	23	21 %
200 salariés et plus	14	15	7 %

STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	T 2 2005	T 2 2006	Evolution Trimestre
Agriculture	336	317	- 6 %
Commerce	3 074	2 727	- 11 %
Bâtiment	2 702	2 490	- 8 %
IAA	279	254	- 9 %
Industrie hors IAA	1 136	923	- 19 %
Transport	485	370	- 24 %
Activités financières	62	47	- 24 %
Service aux entreprises	1 651	1 502	- 9 %
Service aux particuliers	1 813	1 600	- 12 %
Immobilier	357	331	- 7 %
Autres activités	305	339	11 %

STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

ÂGE	T 2 2005	T 2 2006	Evolution Trimestre
moins de 2 ans	2 681	2 511	-6 %
3 à 5 ans	3 590	3 119	-13 %
6 à 10 ans	2 597	2 251	-13 %
11 à 15 ans	1 365	1 209	-11 %
16 à 50 ans	1 954	1 720	-12 %
51 et plus	13	23	77 %

STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	T 2 2005	T 2 2006	Evolution Trimestre
Alsace	319	314	-2 %
Aquitaine	649	594	-8,5 %
Auvergne	204	164	-19,6 %
Basse-Normandie	233	177	-24,0 %
Bourgogne	292	252	-13,7 %
Bretagne	432	393	-9,0 %
Centre	411	350	-14,8 %
Champagne-Ardenne	175	143	-18,3 %
Corse	76	65	-14,5 %
Franche-Comte	209	178	-14,8 %
Haute-Normandie	230	211	-8,3 %
Île-de-France	3 104	2 594	-16,4 %
Languedoc-Roussillon	583	587	0,7 %
Limousin	120	117	-2,5 %
Lorraine	375	373	-0,5 %
Midi-Pyrénées	512	429	-16,2 %
Nord-Pas-de-Calais	649	585	-9,9 %
Pays de la Loire	447	450	0,7 %
Picardie	244	234	-4,1 %
Poitou-Charentes	285	240	-15,8 %
Provence Alpes- Côte d'Azur	1 281	1 151	-10,1 %
Rhône-Alpes	1 154	1 129	-2,2 %

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANÇAISES AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2006 DE PLUS DE 20 M D'EUROS DE CA.

RAISON SOCIALE DE L'ENTREPRISE	DÉP	RÉGION	ACTIVITÉ	ANNÉE DE CRÉATION	CA en K €
STE COMMERCE METAUX MINERAIS RENE AUMAS SCMM	75	Ile - de - France	Commerce de gros de minerais et métaux	1955	125 652
PARISOT SIEGES INTERNATIONAL	80	Picardie	Fabrication de sièges	1984	66 964
SA J CARREL	38	Rhône - Alpes	Production de viandes	1983	59 197
DOMOFORM	86	Poitou Charentes	Fabrication de meubles de cuisine	1996	50 755
AMURAL	94	Ile - de - France	Commerce produits surgelés	1978	49 574
MAISON INNOCENTINI PRODIREST	06	Provence Alpes Côte - d'Azur	Commerce de gros alimentaire	1965	49 465
ETS R. BREA FONDERIE ALUMINIUM ALLIAGES	03	Auvergne	Fonderie de métaux légers	1969	43 530
FABRICAT INDUST DES MENUISIERS ASSOCIÉS FIMA	69	Rhône-Alpes	Commerce de gros de bois	1968	41 385
ESPACE FRANCE DISTRIBUTION EFD	14	Basse Normandie	Autres commerces de gros	1995	31 742
TRANSPORTS BARCOS SA	65	Midi Pyrénées	Transports routiers	1979	29 373
ELGE	29	Bretagne	Fab de menuiseries et fermetures métalliques	1992	28 903
GOOSSENS BEAUVAIS	60	Picardie	Fabrication de cartonnages	1964	28 200
COURTEXPORT	66	Languedoc Roussillon	Achat Vente Produit du sol	1996	27 714
DIRECT DELTA SA	14	Basse Normandie	Comm de détail non alimentaire	1992	26 551
MAXI-LIVRES	69	Rhône-Alpes	Autres commerces de gros	1980	25 300
SCHMIDLIN FRANCE SA	77	Ile - de - France	Menuiserie métallique ; serrurerie	1990	22 255
IMCARVAU	84	Provence Alpes Côte - d'Azur	Fabrication de cartonnages	1974	21 957
LAGUILLAUMIE	89	Bourgogne	Production de viandes de volaille	1965	20 809
GRUPE PANTHER	93	Ile - de - France	Fab. de produits pour la toilette	1995	20 733
J P F ENTERTAINMENT	93	Ile - de - France	Comm équipements électroniques	1993	20 037